



Le samedi 3 mars

Québec 0°C

19 septembre 2012 / Mis à jour à 18h31



## Discours intégral de Pauline Marois

LE SOLEIL

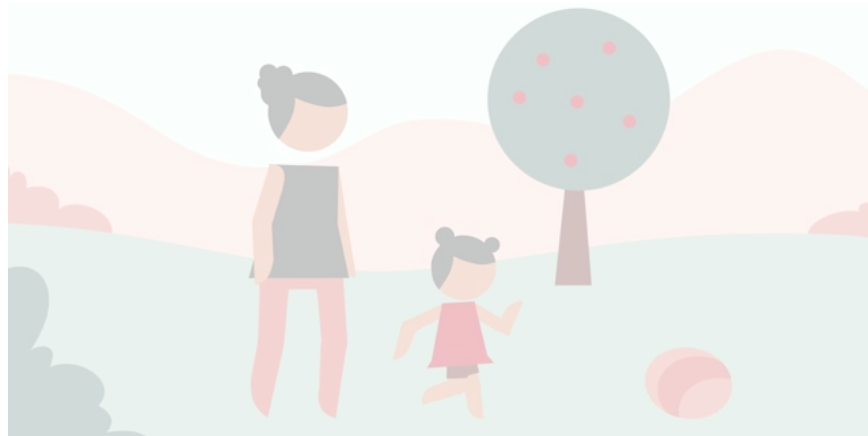
**Notes pour une allocution de la première ministre du Québec, Mme Pauline Marois, à l'occasion de la présentation du nouveau Conseil des ministres**



Québec, le mercredi 19 septembre 2012

La version prononcée fait foi.

Le 4 septembre dernier, les Québécois ont choisi de tourner la page et d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du Québec. La volonté de changement s'est exprimée avec force, alors que 75 % de nos concitoyens ont exercé leur droit de vote. Les Québécois ont choisi le changement et ils ont choisi de le faire avec un gouvernement du Parti Québécois.



Sur plusieurs questions des désaccords persistent, ce qui est tout à fait normal en démocratie, mais sur de nombreux autres enjeux nous pouvons nous appuyer sur une large majorité.

L'ancien gouvernement a beaucoup misé sur la politique de la division. Le nouveau gouvernement prendra au contraire appui sur ce qui nous unit. Nous ferons advenir le changement en empruntant la voie de l'écoute, du dialogue et de l'action.

Ce n'est pas le gouvernement seul qui changera ce qui doit l'être. Ce sont tous les Québécois qui doivent mettre l'épaule à la roue. Le peuple québécois doit se dégager de ses entraves et se remettre en marche. Je veux voir huit millions de personnes relever la tête, reprendre confiance et retrouver leur fierté commune d'appartenir à ce peuple qui sait être grand.

L'action du nouveau gouvernement reposera sur quatre piliers : l'intégrité, la prospérité, l'identité et la solidarité. Le changement le plus urgent à faire tourne autour des notions de confiance et d'intégrité. La confiance de la population envers le gouvernement et l'État québécois est primordiale. Cet État, le seul contrôlé par la nation québécoise, constitue le plus puissant de tous nos outils collectifs. Pour rétablir cette confiance, le nouveau gouvernement s'imposera les exigences les plus élevées.

Comme première ministre, je serai intransigeante en matière d'intégrité. L'intégrité marquera l'ensemble de l'action gouvernementale : ce sera notre premier pilier. Cela se traduira dans un premier temps par des réformes rapides, là où nous pourrons trouver un terrain commun avec l'opposition.

Il faudra ensuite examiner et mettre en oeuvre les recommandations de la commission Charbonneau lorsque celle-ci les aura déposées.

Cela signifie également que le gouvernement travaillera avec la fonction publique pour que l'État retrouve l'expertise nécessaire à la bonne marche des affaires et pour qu'il retrouve sa place parmi les plus efficaces. Cela signifie gérer l'argent des Québécois avec beaucoup de rigueur. Finalement, cela signifie demeurer fidèles à nos convictions.

Le deuxième pilier de l'action gouvernementale sera de retrouver le chemin d'une prospérité durable pour tous les Québécois. Il faudra agir dans le contexte d'une situation économique mondiale inquiétante et à partir de finances publiques dont l'état demeure fragile.

Nous devons surmonter le mur gigantesque d'un déficit commercial de 25 milliards de dollars. Ce sont 66 millions de dollars qui sortent chaque jour pour créer des emplois et de

Au cours des années 1990, les gouvernements du Parti Québécois ont réussi à redresser les finances publiques et à remettre le Québec sur la voie de la prospérité en s'appuyant sur les Québécois, sur nos forces et notre capacité d'innover.

Notre objectif ne doit pas être de rattraper les autres. Notre but, c'est d'aller au bout de nos possibilités. Rien ne s'oppose à ce que le peuple québécois soit parmi les plus prospères de la planète. Nous avons le talent, la créativité, le territoire, les ressources, l'énergie et l'esprit d'entreprise qui a permis à nos prédécesseurs de bâtir ce pays à partir de presque rien.

Notre prospérité doit être fondée sur une vision à long terme qui rapporte à l'ensemble de la société, pas seulement à une minorité de privilégiés.

Bref, nous voulons remettre le Québec sur la voie d'une prospérité qui sera durable.

Pour nous permettre d'atteindre notre destination, nous avons besoin d'une personne très solide, qui saura garder le cap par tous les temps.

Comme ministre des Finances et de l'Économie, j'ai fait appel à Nicolas Marceau.

Vous présiderez le Comité ministériel de la prospérité et du développement régional, qui sera le deuxième pilier de l'action gouvernementale. Votre mandat consiste à remettre de l'ordre dans nos finances publiques et à jeter les bases structurelles d'un développement économique durable.

Vous aurez à proposer la révision du mandat de la Caisse de dépôt et placement pour lui redonner son rôle en matière de développement économique, et à conserver les centres de décision stratégiques chez nous.

Vous devrez rétablir la justice fiscale et, dans la mesure de nos moyens, donner de l'oxygène aux familles de la classe moyenne.

Vous verrez enfin à défendre avec beaucoup de fermeté les intérêts économiques et financiers du Québec vis-à-vis Ottawa.

En matière de développement économique il y a beaucoup de travail à faire.

J'ai choisi de confier le poste de ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec à Élane Zakaïb.

Je vous demande de créer la Banque de développement économique du Québec et d'en faire un guichet unique pour faciliter la vie des entrepreneurs et des entreprises de l'économie classique et sociale.

Vous préparerez un plan de relance de notre industrie manufacturière en misant notamment sur le secteur du transport et des énergies propres.

Je vous demande aussi de proposer et de mettre en oeuvre une stratégie visant à augmenter de façon significative la productivité des entreprises québécoises.

Et puis, s'il y a une industrie névralgique dans pratiquement toutes les régions du Québec, c'est bien le tourisme. C'est un moteur économique très important qui peut nous permettre de réduire notre déficit commercial en attirant chez nous des visiteurs étrangers.

Je vous demande de faire le tour de nos régions et, avec les acteurs concernés, vous proposerez une stratégie de développement de ce secteur économique.

Je compte sur vous pour obtenir des résultats concrets dans toutes les régions, et ce, le plus rapidement possible.

Contribuez à faire du Québec une destination de choix pour les touristes du monde entier.

De nos jours, il ne saurait y avoir de prospérité durable en opposant le développement économique et la protection de l'environnement. Les deux vont de pair.

C'est dans cet esprit que j'ai nommé, à titre de ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, Daniel Breton.

Votre mandat consiste à vous assurer que le développement du Québec se conjugue avec l'amélioration constante de notre environnement. Plus spécifiquement, vous serez chargé de la contribution québécoise à la lutte aux changements climatiques et de préparer le Québec à ces changements.

Je vous demande de soutenir l'innovation dans les technologies de l'environnement, du transport et des énergies propres et de contribuer à en faire des créneaux d'excellence et de prospérité pour le Québec.

De très nombreux Québécois partagent une grande ambition : celle de voir le Québec devenir un exemple, un chef de file environnemental dans le monde. Je vous demande de tracer le chemin d'un pays que nous voulons vert et bleu.

Pour vous assister dans cette tâche, à titre d'adjoint parlementaire pour les dossiers de la faune et des parcs, j'ai mandaté Scott McKay.

Ces deux dossiers sont très importants. Nos parcs font la joie de millions de Québécois et de visiteurs. Ils sont une source de fierté. Prenez-en soin au nom de nous tous.

Depuis toujours, la prospérité des peuples est fondée sur le savoir. L'école obligatoire, l'innovation et la recherche sont aux fondements de la prospérité qu'ont connue les sociétés les plus avancées depuis quelques siècles.

Ce qui était vrai hier l'est encore aujourd'hui pour le Québec, qui se démarque déjà et doit se démarquer encore davantage par son esprit d'innovation et d'avancement du savoir.

Le savoir demeure également la voie par excellence de l'enrichissement individuel et de la mobilité sociale.

Pour assumer cette tâche stratégique à titre de ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, j'ai mandaté Pierre Duchesne.

Je vous demande d'annuler la hausse des droits de scolarité prévue par l'ancien gouvernement et d'organiser un sommet sur l'enseignement supérieur.

Il vous faudra forger un consensus qui permettra d'assurer un accès à l'enseignement supérieur aux Québécois qui en ont le désir et la capacité, tout en freinant au maximum l'endettement de nos jeunes.

recherche et développement sont parmi les plus élevés.

Conduisez-nous sur la voie du savoir et de l'innovation.

Le Québec est riche de son territoire et des ressources naturelles qui s'y trouvent. Cette richesse appartient à tous les Québécois et doit profiter à tous, y compris aux prochaines générations. Exploitées intelligemment, les ressources minérales, énergétiques et forestières qui sont les nôtres peuvent constituer un facteur de prospérité.

Pour les mettre en valeur dans un esprit de développement durable, à titre de ministre des Ressources naturelles, j'ai choisi Martine Ouellet.

Vous avez le mandat de proposer un nouveau régime de redevances minières fondé sur la juste part que doivent recevoir les véritables propriétaires, soit les Québécois.

Il vous est également demandé de maximiser la transformation de nos ressources pour créer des emplois de qualité chez nous, tout en assurant un développement nordique basé sur une approche respectueuse des populations locales et des nations autochtones.

Vous aurez pour tâche de redéfinir la politique énergétique du Québec de façon à accroître notre indépendance en la matière.

L'objectif consiste à réduire les importations de pétrole qui gonflent le déficit commercial et à les remplacer par l'énergie québécoise.

Vous aurez la responsabilité de la centrale nucléaire Gentilly-2.

Profitons-en pour que l'expertise développée dans le domaine du reclassement de centrales nucléaires devienne un créneau d'excellence exportable.

Je vous demande également de soutenir la relance du secteur de la forêt, une ressource renouvelable, abondante et irremplaçable pour la prospérité de centaines de nos communautés.

Faites en sorte que les richesses dont nous sommes les propriétaires profitent à tous les Québécois d'aujourd'hui et de demain.

Pour vous seconder, à titre d'adjoint parlementaire aux Affaires nordiques, j'ai fait appel à Luc Ferland.

Pour vous aider, à titre d'adjoint parlementaire pour les dossiers de la forêt, j'ai mandaté la personne toute désignée, Denis Trottier.

L'alimentation est aux fondements mêmes de nos vies et c'est tellement évident qu'on oublie parfois l'importance de l'agriculture et des pêcheries. On demande à nos producteurs agricoles de produire une alimentation saine et abordable, d'aménager le territoire, de prendre soin de l'environnement et de soigner nos paysages.

À nos pêcheurs, nous demandons de ramener les produits de la mer parfois au péril de leur vie, tout en ménageant les ressources. Nous leur demandons beaucoup, mais le soutien n'est pas toujours au rendez-vous.

Pour y remédier, à titre de vice-premier ministre, de ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, j'ai fait appel à François Gendron.

Comme ministre, votre mandat prioritaire sera de réviser les programmes de façon à mieux soutenir nos agriculteurs et nos pêcheurs et à favoriser une relève agricole absolument nécessaire au Québec.

Votre second mandat est tout aussi important : proposer et mettre en oeuvre une politique de souveraineté alimentaire. Cela signifie la création d'emplois dans la production et la transformation; des investissements privés en hausse dans toutes nos régions; et la fierté de consommer des produits de chez nous, comme l'agneau de Charlevoix.

Aidez-nous à faire de l'agroalimentaire et des pêcheries québécoises une source d'enrichissement et de fierté capable de faire vivre dignement chacun de ses artisans.

Pour vous seconder à titre d'adjointe parlementaire dans les dossiers relatifs aux pêcheries, j'ai choisi Jeannine Richard.

Depuis toujours, l'aménagement du territoire et les infrastructures de transport jouent un rôle clé dans la prospérité et la qualité de vie des êtres humains. Dans un souci de cohérence et d'efficacité, j'ai décidé de regrouper au sein d'un même portefeuille des responsabilités très importantes.

À titre de ministre des Transports, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, j'ai fait appel à Sylvain Gaudreault.

Vous aurez d'abord pour tâche de faire le ménage au sein des transports.

Vous aurez ensuite à piloter une très importante réforme en transformant le ministère en agence, de façon à en assurer l'intégrité, la transparence et l'efficacité.

Je vous demande de prendre tous les moyens nécessaires pour que les contribuables québécois en aient pour leur argent.

Vous avez le mandat de proposer une politique intégrée en matière de transports qui visera les objectifs suivants :

assurer la fluidité du transport des personnes et des marchandises;

réduire au maximum la consommation de carburants fossiles importés en la remplaçant par l'utilisation de l'électricité ou de carburants de chez nous;

contribuer au développement d'un secteur industriel du transport et de l'énergie propres.

Comme ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, vous devrez aider les élus municipaux.

Je vous demande également de soutenir la construction de logements sociaux et de continuer à développer l'économie sociale dans toutes nos régions.

Vous présenterez une loi-cadre sur l'occupation du territoire et la décentralisation.

Vous aurez tout mon soutien et celui du Conseil des ministres pour faire en sorte que les transports au Québec cessent d'être un problème et deviennent une solution.

Notre immense territoire et les réalités diverses que vivent les Québécois dans chacune des régions nécessitent une attention particulière.

Leuevre.

Je vous demande de prendre en charge la Politique nationale de la ruralité, si importante pour nos villages et pour l'occupation de notre immense territoire. On compte sur vous.

Pour seconder M. Gaudreault à titre d'adjoint parlementaire en matière d'affaires municipales, j'ai mandaté André Villeneuve.

Nous formons une société ouverte sur le monde, autant en matière de commerce que de culture ou de coopération internationale.

Pour élargir cette ouverture, à titre de ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, de ministre responsable de la région métropolitaine, j'ai choisi, Jean-François Lisée.

Vous aurez pour tâche de promouvoir les intérêts du Québec sur la scène internationale.

Vous accompagnerez nos entrepreneurs sur les marchés internationaux afin de développer nos exportations et de promouvoir le Québec comme terre d'accueil des investissements étrangers.

Vous devrez aussi promouvoir la culture québécoise à l'étranger en permettant à nos créateurs et à nos produits culturels de rayonner au maximum.

Finalement, je vous demande de faire progresser nos intérêts et nos liens d'amitié, avec un accent particulier au sein de la Francophonie.

Ce que je vous demande, c'est d'ouvrir toutes grandes les portes du monde sur le Québec.

Vous serez également ministre responsable de la métropole. À ce titre, je vous demande de créer un lien organique entre les décideurs et les citoyens de la région de Montréal, et l'ensemble du gouvernement. Parmi ces citoyens, il y a les Québécois de la communauté anglophone, dont bon nombre résident à Montréal même.

Je vous demande de tisser avec eux des relations étroites, dans le respect de leurs droits.

Faites-leur sentir qu'ils constituent une richesse pour nous tous et qu'ils sont membres à part entière de la nation québécoise.

Pour vous seconder à titre d'adjoint parlementaire pour le commerce extérieur, vous pourrez compter sur Alain Therrien.

L'État doit retrouver l'estime des Québécois et ça commence par la reconnaissance de l'excellence de notre fonction publique. Cela nécessite une gestion efficace des fonds publics.

Cette responsabilité sera partagée par tous les ministres et tous les employés de l'État.

La direction sera donnée par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, leader parlementaire et ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Stéphane Bédard.

Vous aurez le mandat de débusquer les sources d'inefficacité et de gaspillage, de les éliminer de façon à utiliser à bon escient l'argent public qui vient de la poche de nos concitoyens.

Vous devrez vous assurer d'un encadrement des travaux de sous-traitance, maintenir et développer l'expertise nécessaire qui permettra à l'État et donc aux Québécois d'en avoir pour leur argent.

Vous devrez tenir les cordons de la bourse très serrés pour limiter la croissance des dépenses publiques.

Vous aurez un rôle parfois ingrat, mais je vous le demande, quand il le faudra : dites-nous « non »!

Les Québécois forment une nation de plein droit dont l'identité s'est forgée tout au long de ses plus de 400 ans d'histoire.

Mon gouvernement est souverainiste. Nous avons en effet la conviction que l'avenir du Québec est celui d'un pays souverain. Plus encore, il nous apparaît que de demeurer une province du Canada constitue un risque inacceptable pour le Québec.

Mon gouvernement se donne donc pour tâche de partager cette conviction avec les Québécois.

D'ici à l'atteinte de cet objectif, il est impératif de faire avancer avec force nos intérêts et de promouvoir notre identité, pas à titre de province, mais à titre de nation.

Pour ce faire, le poste de ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la Gouvernance souverainiste, et ministre responsable de la région de la Côte-Nord et de la région du Nord-du-Québec, est confié à Alexandre Cloutier.

Vous avez le mandat de prendre tous les moyens nécessaires pour défendre les intérêts du Québec et lui permettre d'occuper tout l'espace possible dans les domaines de son identité et de son économie, y compris en exigeant de nouveaux pouvoirs.

Je vous demande de vous appuyer sur des consensus existants au sein de l'Assemblée nationale ou de la population québécoise et d'en forger de nouveaux.

Faites-nous avancer vers toujours plus de liberté.

Au cours des siècles, notre nation s'est forgé une identité bien à elle. Nous ne sommes ni mieux ni pires que les autres, nous sommes différents. De cette différence qui fait la diversité et la richesse du monde.

Nous devons être fiers de ce que nous sommes, chérir notre histoire, assurer le respect de nos valeurs et la place du français comme langue publique commune.

Nous avons également le devoir d'accueillir et d'intégrer les nouveaux arrivants au sein de notre nation.

Cette importante responsabilité sera celle de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy.

Je vous demande d'accueillir et d'intégrer les nouveaux arrivants au sein de notre nation en mobilisant la société québécoise.

Vous avez aussi pour mandat de proposer une nouvelle loi 101.



Pour vous seconder, à titre d'adjointe parlementaire pour les dossiers touchant à l'intégration, j'ai nommé Suzanne Proulx.

La culture constitue un fondement essentiel de l'identité québécoise. Elle nous rend fiers, nous permet de nous épanouir, de nous divertir et représente une source inépuisable de richesse.

Elle est également à la source de nombreuses innovations et s'entremêle de plus en plus à d'autres secteurs économiques porteurs d'avenir comme le multimédia.

Pour se consacrer à cet aspect vital de notre existence comme peuple, à titre de ministre de la Culture et des Communications, j'ai désigné Maka Kotto.

Vous avez comme mandat de soutenir au maximum de nos moyens la diffusion et le rayonnement de notre culture.

À ce titre, vous devrez appuyer celles et ceux qui sont à la base de notre foisonnement culturel : les créateurs.

La diffusion et la production culturelles sont tellement cruciales pour l'avenir de notre peuple que je vous donne le mandat exprès de rapatrier les pouvoirs et les budgets fédéraux en matière de culture et de communications.

S'il y a un domaine auquel souscrivent tous les partis politiques québécois, c'est bien celui-là.

Je vous le demande : faites en sorte que nous redevenions maîtres chez nous en matière de culture.

La démocratie ne se résume pas à des élections aux quatre ans.

Les Québécois sont rendus plus loin et veulent exercer leur citoyenneté au quotidien.

Pour relever cette nouvelle exigence, à titre de ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne et ministre responsable de la Mauricie, j'ai mandaté Bernard Drainville.

Vous avez le mandat de proposer une Charte de la laïcité et un projet de loi sur l'identité.

Vous présiderez donc le Comité ministériel sur l'identité.

Je vous demande de modifier le mode de financement des partis de façon à éliminer l'influence de l'argent en politique.

Vous proposerez une loi qui instaurera des élections à date fixe et la limitation des mandats des élus.

Je vous demande de proposer des mécanismes permettant d'augmenter la participation citoyenne.

Finalement, je vous donne le mandat d'ouvrir un nouveau chantier afin qu'on puisse innover dans la façon de dispenser les services gouvernementaux en les adaptant aux réalités de chaque région.

Bref, je vous demande d'abattre le « mur à mur ».

Votre objectif : remettre le citoyen au coeur de nos préoccupations.

Si la prospérité et l'identité sont fondamentales pour un peuple, il en va de même de la solidarité.

Le Québec ne serait jamais devenu ce qu'il est si nos ancêtres ne s'étaient pasentraidés. Nous ne sommes jamais aussi forts que lorsque nous sommes solidaires.

Il s'agit d'une valeur fondamentale de notre peuple et l'État permet non seulement de redistribuer la richesse, mais aussi d'assurer l'égalité des chances.

La solidarité sera donc le quatrième pilier de l'action gouvernementale.

Pour le piloter, à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de même que ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable de la Capitale-Nationale et de la région de la Chaudière-Appalaches, j'ai décidé de faire appel à Agnès Maltais.

Vous présiderez le Comité ministériel de la solidarité.

Je vous demande de contribuer à assurer la paix sociale au Québec en matière de relations de travail.

Vous avez également le mandat d'accélérer la formation des travailleurs pour leur permettre de prospérer et de combler l'importante pénurie de main-d'oeuvre spécialisée qui se dessine et qui freine l'enrichissement des personnes comme de la collectivité.

Vous serez chargée de notre politique de lutte contre la pauvreté.

Comme ministre de la Condition féminine, je vous demande de poursuivre le travail du gouvernement précédent pour faire en sorte que l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité concrète le plus rapidement possible.

Faites en sorte que le Québec soit plus que jamais une terre de solidarité.

Pour vous aider, vous pourrez compter comme adjoint parlementaire pour le travail sur Gilles Chapadeau.

Et à titre d'adjointe parlementaire pour les dossiers relatifs à la condition féminine, j'ai mandaté Diane Gadoury-Hamelin.

La santé demeure une des grandes priorités des Québécois et du gouvernement.

Nous visons deux objectifs principaux :

donner l'accès aux soins de première ligne et à un médecin de famille à tous les Québécois;

et s'occuper avec humanité de nos aînés.

Tout cela doit se faire dans le contexte du vieillissement de la population.

Vous avez trois mandats qui se conjuguent.

Premièrement, vous verrez à implanter une politique nationale de soins à domicile pour nos aînés en créant un régime d'assurance autonomie. Cette politique plus humaine pour nos aînés permettra de désengorger une partie du réseau de première ligne et réduira le temps d'attente.

Deuxièmement, vous devrez mobiliser tous les professionnels de la santé de façon à ce qu'ils contribuent à l'offre de soins.

L'objectif, c'est que les Québécois cessent d'attendre indûment pour des soins de première ligne.

Troisièmement, vous avez le mandat d'offrir d'ici quatre ans un médecin de famille à chaque Québécois.

Votre tâche est ambitieuse, mais soyez assuré de mon appui indéfectible.

Nous allons réussir!

À plus long terme, nous savons que la politique de loin la plus efficace et la moins chère en termes de coûts / bénéfiques, c'est la santé publique et son corollaire : la prévention.

C'est une priorité du nouveau gouvernement que devra mettre en oeuvre, à titre de ministre déléguée à la Santé publique et à la Protection de la jeunesse et ministre responsable de la région de Lanaudière, Véronique Hivon.

Votre mandat est très important.

La santé publique constitue sans doute avec l'éducation un des leviers les plus puissants que nous ayons pour améliorer la qualité de vie des Québécois à long terme.

Vous devrez communiquer efficacement avec la population en toute transparence, de façon à ce que les gens aient l'heure juste et soient rassurés dans la mesure du possible.

Je vous demande de développer une ambitieuse politique de prévention et de saines habitudes de vie.

Je vous demande également de superviser les services sociaux à l'égard des personnes les plus vulnérables de notre société, en commençant par les enfants, à travers vos responsabilités dans le dossier de la protection de la jeunesse.

Faites en sorte que les soins que nous portons aux plus vulnérables soient à votre image, caractérisés par cette intégrité et cette humanité que vous incarnez.

...

À la base de notre vie en société, il y a l'éducation.

Il s'agit sans doute de l'investissement le plus rentable que peut faire une société, une famille ou une personne.

Pour le nouveau gouvernement, l'éducation sera une grande priorité.

Vous aurez comme mandat prioritaire de répondre à l'appel des enseignants et des parents qui demandent de l'aide dans les classes.

Pour réduire le décrochage, je vous demande d'instaurer la maternelle à quatre ans pour les enfants des milieux défavorisés.

On vous demande, ni plus ni moins, de prendre soin de l'avenir du Québec : vous y arriverez en travaillant avec les parents et les enseignants.

Pour les dossiers relatifs aux sports et aux loisirs, Sylvain Pagé vous assistera à titre d'adjoint parlementaire.

Vous le savez, les familles sont au centre de plusieurs de nos engagements.

Pour obtenir des résultats concrets, il y aura une ministre de la Famille et ministre responsable des régions de Laval et des Laurentides, Nicole Léger.

Je vous talonnerai pour que d'ici quatre ans, chaque famille qui en fait la demande ait une place en service de garde.

Vous avez également le mandat, en lien avec le ministre des Finances, d'instaurer les crédits d'impôt pour les activités artistiques et sportives des enfants.

Faites en sorte que chaque enfant québécois trouve sa place et que les parents soufflent un peu.

Dans une société de droit, l'intégrité de la justice doit être sans faille.

À titre de ministre de la Justice, j'ai décidé de faire appel à Bertrand St-Arnaud.

Je vous demande d'administrer la justice avec cette rigueur qui vous caractérise.

Je vous demande aussi de rendre le système de justice plus accessible aux citoyens et plus humain pour les victimes.

Vous aurez aussi le mandat d'examiner avec vos collègues, et le cas échéant, avec le gouvernement fédéral, les sanctions et les sentences encourues par les récidivistes, notamment pour l'alcool au volant.

N'hésitez pas à faire preuve de sévérité. Soyez ferme, soyez humain, soyez juste.

Tous les êtres humains désirent vivre en sécurité. Il s'agit d'un besoin fondamental de toutes les sociétés.

Les Québécois peuvent se réjouir de vivre au sein de l'une des juridictions les plus pacifiques et sécuritaires des Amériques.

Nous ne devons pas avoir pour but de remplir les prisons. Nous avons cependant le devoir d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Pour accomplir cette tâche, à titre de ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de l'Outaouais, j'ai nommé Stéphane Bergeron.

armes a reu.

Contribuez à faire du Québec une des sociétés les plus intègres et les plus sécuritaires qui soit.

Depuis plus de 400 ans, la nation québécoise cohabite sur l'immense territoire qui est le nôtre avec les Premières Nations.

Nos relations ont parfois été difficiles, mais souvent fructueuses.

La règle d'or pour des relations harmonieuses entre nos nations est simple et se résume en un mot : respect.

La personne qui incarnera cet esprit à titre de ministre déléguée aux Affaires autochtones sera Elizabeth Larouche.

Sous ma direction, vous aurez le mandat d'accompagner les nations autochtones du Québec dans leur développement économique, social et culturel.

Avec vous, je m'assurerai que nos relations se hissent au seul niveau possible : de nation à nations.

Pour ma part, comme il se doit, je présiderai le Conseil exécutif et le Comité des orientations stratégiques.

Je serai responsable du dossier des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste, de sorte que le ministre délégué se rapportera directement à moi.

Comme j'en ai pris l'engagement auprès des Gaspésiens, j'assumerai la responsabilité de l'action gouvernementale pour le développement de cette région en présidant le Comité ministériel la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Le ministre délégué aux Régions en sera le vice-président.

Avec toute notre équipe, nous ferons une vraie différence dans le développement de cette région magnifique occupée par cette population si chaleureuse.

Finalement, une question qui me tient beaucoup à coeur est celle de la jeunesse.

J'ai donc décidé de prendre ce dossier sous mon aile.

Dans les derniers mois, un fossé a pu apparaître entre les générations et ce serait dommage d'en rester là.

Pour combler ce fossé, à titre d'adjoint parlementaire de la première ministre pour les dossiers jeunesse, j'ai tout naturellement fait appel à Léo Bureau-Blouin.

Ensemble, nous veillerons à rassembler les générations pour forger une nouvelle alliance dans laquelle la jeunesse québécoise prendra toute la place qui lui revient.

Enfin, la responsabilité de whip en chef du gouvernement sera assumée par Yves-François Blanchet.

Chers amis, nous avons une grande responsabilité.

Celle de réaliser les changements souhaités par les Québécois.

Notre action repose sur quatre piliers qui sont autant de balises qui nous guideront : l'intégrité, la prospérité, l'identité et la solidarité.

Nous devons nous appuyer sur ce que font les gens au quotidien et forger des consensus.

Soyons souples dans les moyens, mais restons fermes sur les objectifs.

En terminant, je rappelle que nous formons un gouvernement souverainiste.

Nous avons cette conviction intime que l'avenir du Québec est de devenir un pays souverain.

Un pays normal qui fait toutes ses lois, qui décide lui-même de l'utilisation de tous ses impôts et qui parle de sa propre voix dans le monde. Ce que nous ferons dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, c'est protéger chaque parcelle de souveraineté déjà entre nos mains et en acquérir de nouvelles.

Le 4 septembre, un nouveau chapitre de l'histoire du Québec s'est ouvert. Le peuple québécois s'est remis en marche à son rythme.

La destination choisie par l'équipe gouvernementale est celle de la souveraineté. D'autres proposeront des chemins de traverse ou de faire une pause de façon à reprendre des forces. L'important pour notre peuple, c'est d'avancer. Au-delà de la destination, par delà les chemins qu'il nous faudra emprunter ou non, gardons toujours le cap sur la visée fondamentale et historique de notre peuple.

Cette visée qui doit tous nous guider, nous rassembler, nous dépasser : celle de la liberté.

Merci.



3 mars 2018 / Mis à jour à 19h31



## Martine Ouellet s'accroche, pas d'exclusion du Bloc québécois

UGO GIGUÈRE  
La Presse Canadienne

VICKY FRAGASSO-MARQUIS  
La Presse canadienne

**MONTRÉAL — La chef du Bloc québécois Martine Ouellet a annoncé samedi qu'il était hors de question d'exclure du parti les sept députés qui ont démissionné, la semaine dernière, du caucus du parti.**

À l'issue d'une longue réunion extraordinaire du Bureau national du parti, Mme Ouellet a indiqué que pour elle, il n'avait jamais été question d'exclure le groupe de députés dissidents.

LIRE LA SUITE

POLITIQUE

3 mars 2018 / Mis à jour à 11h09



## Trudeau en retard sur les conservateurs, dit un sondage

LA PRESSE CANADIENNE

**MONTRÉAL - Le récent périple de Justin Trudeau en Inde semble avoir des répercussions négatives sur les intentions de vote envers les libéraux fédéraux.**

Un sondage Ipsos mené pour *Global News* indique que le Parti libéral aurait été défait par le Parti conservateur s'il y avait eu des élections générales cette semaine.

LIRE LA SUITE

## POLITIQUE

3 mars 2018 / Mis à jour à 8h33



## Bloc: les démissionnaires voient leur exclusion comme la «mort» du parti

LA PRESSE CANADIENNE

**MONTREAL - Les sept députés démissionnaires du Bloc québécois estiment que si le bureau national du parti entame des démarches samedi pour les exclure définitivement de la formation politique, «il aura contribué à la mort du Bloc québécois».**

Les députés faisant partie du «Groupe parlementaire québécois» ont publié une lettre ouverte dans *Le Journal de Montréal*, samedi, dans laquelle ils lancent une nouvelle salve contre la chef du Bloc québécois, Martine Ouellet.

[LIRE LA SUITE](#)

ACTUALITÉS

POLITIQUE



## POLITIQUE

2 mars 2018 / Mis à jour à 20h12



## Les élections à date fixe comme moteur du cynisme

JEAN-MARC SALVET  
Le Soleil



**DÉCODAGE / Le passage à un système d'élections à date fixe au Québec menace de fournir du carburant au cynisme ambiant. Il pourrait prendre de l'ampleur avec un mauvais usage de la nouvelle formule.**

Le cynisme. Tous les élus disent vouloir le combattre. Or, nombre d'entre eux craignent que ce soit l'inverse qui se produise avec la presque frénésie électorale qui s'est déjà emparée des partis.



POLITIQUE

2 mars 2018 / Mis à jour le 3 mars 2018 à 0h36



## Acier: des tarifs douaniers «inacceptables»

LA PRESSE CANADIENNE

**BARRIE — Le premier ministre Justin Trudeau a qualifié d’inacceptable l’intention du président Donald Trump d’imposer des tarifs douaniers sur les importations aux États-Unis d’acier et d’aluminium, une mesure qui aurait des ramifications économiques «importantes et graves» des deux côtés de la frontière, a-t-il dit.**

On ignore, par contre, si M. Trudeau a parlé avec le président Trump après cette annonce de jeudi.

[LIRE LA SUITE](#)

POLITIQUE

2 mars 2018 / Mis à jour à 20h08



## Hélène David se sent habitée par «un sentiment d’urgence»

JOCELYNE RICHER  
La Presse canadienne

**QUÉBEC — Plus l’échéance électorale approche, plus la ministre Hélène David se demande si elle aura le temps requis de réaliser tout ce qu’elle a en tête pour améliorer le sort des femmes. Elle dit vouloir agir et agir maintenant.**

À sept mois du prochain scrutin, la ministre de la Condition féminine, en poste depuis peu, en octobre dernier, n’aura donc pas le choix de prendre les bouchées doubles d’ici là.

POLITIQUE

2 mars 2018 / Mis à jour à 15h55



## Nicole Léger se range derrière Aussant dans Pointe-aux-Trembles

LA PRESSE CANADIENNE

**MONTRÉAL — La députée sortante de la circonscription de Pointe-aux-Trembles, Nicole Léger, se range derrière Jean-Martin Aussant dans le cadre de la course à l'investiture du Parti québécois (PQ) visant à lui désigner un successeur.**

**A**ux côtés de M. Aussant, lors d'un point de presse, vendredi, Mme Léger a fait part de sa décision, précisant que l'exécutif péquiste de la circonscription appuyait également l'ex-chef d'Option nationale.

[LIRE LA SUITE](#)

POLITIQUE

2 mars 2018 / Mis à jour à 21h55



## Un bloc d'anciens députés exhorte Martine Ouellet à démissionner

MÉLANIE MARQUIS  
La Presse canadienne

VICKY FRAGASSO-MARQUIS  
La Presse canadienne

**et par les conseils exécutifs de deux circonscriptions.**

Dans une lettre ouverte publiée vendredi matin dans *Le Devoir*, un groupe d'ex-députés plaide que Martine Ouellet ne peut s'accrocher au pouvoir après avoir perdu la majorité de son caucus, reprochant au passage à la chef contestée son approche «incantatoire» de la promotion de l'indépendance.

[LIRE LA SUITE](#)

POLITIQUE

1er mars 2018 / Mis à jour à 20h06

**Caire invite Proulx à «slaquer les dédicaces»**ANNIE MORIN  
Le Soleil**Le député de la Coalition avenir Québec (CAQ) Éric Caire invite le ministre libéral Sébastien Proulx à «slaquer les dédicaces» pour s'occuper des dossiers régionaux.**

M. Caire est déçu que le gouvernement fédéral n'ait pas réservé de sommes dans son budget pour le centre de prédédouanement américain de l'aéroport de Québec. Et encore plus que le ministre Proulx ne soit pas monté aux barricades pour réclamer ce que la CAQ considère comme un dû.

[LIRE LA SUITE](#)

POLITIQUE

1er mars 2018 / Mis à jour à 19h47



MYLENE CRETE  
La Presse canadienne

## **OTTAWA - La porte commence à se refermer pour les sept députés démissionnaires du Bloc québécois alors que le bureau national du parti envisage de les expulser.**

«Je vois difficilement comment on pourrait avoir deux caucus du Bloc québécois au parlement, a signalé le président du parti et député, Mario Beaulieu, en entrevue. Est-ce qu'ils se sont exclus eux-mêmes? Ils vont devoir s'expliquer là-dessus.»

LIRE LA SUITE

---

[Nous joindre](#)

[Notre équipe](#)

[Nos plateformes](#)

[Abonnement](#)

[Avis de décès](#)

[Petites annonces](#)

[Concours](#)

[Plan du site](#)

[Archives](#)

[Politique de confidentialité](#)

[Conditions d'utilisation](#)

GRUPE  
**CAPITALES**

Propulsé par **Omerlo**.